



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 396 /DDPP/16
portant autorisation d'exploiter une carrière

Le préfet de la Loire

- VU le code de l'environnement et notamment les titres 1er et 4 des parties législatives et réglementaires du livre V ;
- VU le code minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU le schéma départemental des carrières approuvé le 22 novembre 2005 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1999 autorisant la SA THOMAS SOGRAMA, dont le siège social est situé 11 Bd Jean Jaurès à Andrezieux-Boutheon, à poursuivre une activité d'exploitation de carrière située sur le territoire de la commune de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE aux lieux-dits « Montclaret » et « Le Suc » ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 autorisant la SARL THOMAS GRANULATS, dont le siège social est situé à 11 Bd Jean Jaurès à Andrezieux-Boutheon, à exploiter en lieu et place de la SA THOMAS SOGRAMA la carrière située sur le territoire de la commune de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE aux lieux-dits « Montclaret » et « Le Suc » ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2014 autorisant la SARL THOMAS GRANULATS à poursuivre l'exploitation de la carrière de basalte située à SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE jusqu'au 1^{er} septembre 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2015 autorisant la SARL THOMAS GRANULATS à poursuivre l'exploitation de la carrière de basalte située à SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE jusqu'au 1^{er} septembre 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2016 autorisant la destruction et la perturbation intentionnelle de specimens d'espèces animales protégées, la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées, l'enlèvement de specimens d'espèces végétales protégées ;

VU la demande et les pièces jointes déposées le 6 mars 2015, et complétée le 27 novembre 2015, par la SARL THOMAS GRANULATS dont le siège social est situé 11 Bd Jean Jaurès à Andrézieux-Bouthéon, représentée par Monsieur Michel BROUILLER, Gérant, à l'effet d'être autorisée à poursuivre et étendre son exploitation de la carrière de basalte sur le territoire de la commune de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE aux lieux-dits « Montclaret » et « Le Suc » ;

VU l'avis de l'autorité environnementale du 9 mars 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016 portant mise à l'enquête publique du 11 avril jusqu'au 10 mai 2016 inclus de la demande susvisée ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, en application de l'article L 512-2 et des articles R 512-14 et R 123-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

VU les avis émis par :

Les conseils municipaux de :

- Margerie-Chantagret (délibération du 28 avril 2016)
- Saint Romain le Puy (délibération du 11 mai 2016)
- Saint Georges Haute Ville (délibération du 3 mai 2016)
- Lavieu (délibération du 26 mai 2016)
- Boisset Saint Priest (délibération du 6 mai 2016)

- M. Le Directeur départemental des territoires, le 18 mai 2016

- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le 15 avril 2016

- M. le Directeur régional des affaires culturelles, le 1^{er} avril 2016

- M. le Directeur de l'INAO, le 5 avril 2016

VU le rapport de Monsieur le Commissaire Enquêteur transmis le 9 juin 2016 ;

VU le rapport de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 26 août 2016 ;

VU l'arrêté du 1^{er} septembre 2016 portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation susvisée ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – formation carrières - en date du 6 septembre 2016 ;

VU les observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société THOMAS GRANULATS dont le siège social est situé 11 Bd Jean Jaurès à Andrézieux-Bouthéon, représentée par son Gérant, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière de basalte portant sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes : cf. annexe (Liste des parcelles cadastrales et plan cadastral).

Le périmètre d'autorisation comprend la zone d'extraction, la zone des installations de traitement des matériaux et les aires de stockage et de chargement.

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

Désignation des activités	Volume des activités	Numéro de la rubrique	A, D ou NC
Exploitation d'une carrière de roches dures (renouvellement et extension)	Superficie totale : 235 827 m ² Rythme d'exploitation : maxi 220 000 t/an moyen : 200 000 t/an Durée sollicitée: 30 ans	2510.1	A
Installation de criblage et concassage de matériaux	Puissance installée : 1 183 kW	2515.1a	A
Station de transit de produits minéraux	Capacité de stockage : 31 000 m ²	2517.1	A
Station service	Volume annuel : 1 500 m ³	1435.2	DC
Stockage de liquide inflammable de catégories 2 ou 3 < 50 t	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 1 cuve aérienne de 5 m ³ de GNR 1 cuve aérienne de 2 m ³ de gasoil soit 7 m ³	4331	NC

Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs :

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral en date du 1er septembre 1999 sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Installations non classées ou soumises à déclaration

Les prescriptions générales du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

Article 3 : Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans, à dater de la notification du présent arrêté. La remise en état est incluse dans la durée d'autorisation.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Article 4 : Péremption de l'autorisation

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 5 : Garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 6 ci-dessous.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

Le document établissant la constitution des garanties financières doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 6 : Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Les plans relatifs aux garanties financières sont annexés au présent arrêté.

Le montant de références des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

	Montant des garanties financières
Phase quinquennale n°1 (2016 à 2021)	230 763 € TTC
Phase quinquennale n°2 (2021 à 2026)	395 306 € TTC
Phase quinquennale n°3 (2026 à 2031)	351 855 € TTC
Phase quinquennale n°4 (2036 à 2041)	295 658 € TTC
Phase quinquennale n°5 (2041 à 2046)	295 573 € TTC
Phase quinquennale n°6 (de 2046 jusqu'à la levée de l'obligation des garanties financières par arrêté préfectoral)	134 078 € TTC

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et porte sur une durée minimale de 5 ans.

A compter du 1er renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times (1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)$$

Avec :

C_R : montant de référence des garanties financières

Index_n : dernier indice TP01 connu au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières

TVA_n : taux de TVA applicable au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières

Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral (103,6).

TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières (20%)

Article 7 : Dossier préalable aux travaux d'extraction

Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au Préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant :

- le document établissant la constitution des garanties financières visé à l'article 5 du présent arrêté ;

- les documents attestant de l'exécution des mesures prévues à l'article 16 du présent arrêté ;
- le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.

Article 8 : Modifications

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière et des installations de traitement des matériaux, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit être porté préalablement à la connaissance du Préfet de la Loire.

Article 9 : Documents tenus à disposition de l'Inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, ainsi que les éventuels dossiers d'extension et de modification
- le plan mentionné à l'article 10 du présent arrêté,
- les arrêtés préfectoraux et autres actes administratifs relatifs à l'exploitation,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant toute la durée de l'exploitation.

Article 10 : Registres et plans

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau,
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,),
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux,
- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction,
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Ce plan doit être réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à l'inspection des installations classées. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 11 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de satisfaire aux réglementations autres que la législation des installations classées qui lui sont applicables, en particulier celles relevant des codes de l'urbanisme et forestier, de la législation relative à l'archéologie préventive et du code de l'environnement pour les espèces protégées. Elle ne préjuge en aucune façon la suite qui sera réservée par l'autorité compétente pour l'application de ces autres réglementations.

Article 12 : Accidents ou incidents

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais.

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. Il communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection n'a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions prévues par le code du Travail.

TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES

Article 13 : Réglementation générale

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable aux installations objets du présent arrêté.

Les compresseurs d'air équipant les installations de traitement sont exploités conformément à l'arrêté du 15 mars 2000 modifié, relatif à l'exploitation des équipements sous pression.

Article 14 : Clôtures et barrières

L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.

Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation et de toute autre zone dangereuse.

Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.

Les bassins de décantation seront interdits par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, ligne de vie...) seront disponibles à proximité.

ARTICLE 15 : VOIRIES

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux de dangers réglementaires. Le régime de priorité à la voie publique est signalé par un dispositif adapté sur la sortie du site.

Le débouché est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les risques de déversement de matériaux sur la voie publique (bâchage,...). Le cas échéant, l'exploitant procède au nettoyage de la voirie dans des délais permettant le maintien de la sécurité.

TITRE III - EXPLOITATION

Article 16 : Dispositions préliminaires

16.1 - Information du public

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

16.2 - Bornage

L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à l'inspection des installations classées.

Ces bornes facilement visibles et accessibles doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

16.3 - Accès à la carrière

L'accès à la voirie publique, depuis la carrière, est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité et en dehors des heures ouvrées cet accès est interdit.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

16.4 - Travaux préliminaires à l'exploitation

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 14, 16.1 à 16.3.

Article 17 : Conformité aux plans et données techniques

L'exploitation de la carrière doit être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 18 : Phasage

Le phasage d'exploitation (cf. plan de phasage annexé au présent arrêté) doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire.

Chaque phase correspond à une durée de 5 ans.

L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.

	Exploitation	Remise en état / Intégration paysagère
Phase 1 (2016 à 2021)	Exploitation de la zone nord-ouest jusqu'à la cote 490 m NGF	Terrassement de la nouvelle plate-forme Déplacement des installations à la cote 510 m NGF
Phase 2 (2021 à 2026)	Agrandissement de la zone d'extraction en partie sud-ouest, jusqu'à la cote 490 m NGF	Remise en état coordonné du talus ouest (confection du merlon)
Phase 3 (2026 à 2031)	Poursuite de l'agrandissement du carreau par recul des fronts vers l'est. Carreau maintenu à la cote 490 m NGF	Remise en état coordonné du talus ouest (confection du merlon)
Phase 4 (2031 à 2036)	Recul des fronts jusqu'en limite est et agrandissement du carreau. Carreau maintenu à la cote 490 m NGF	Remise en état coordonné du talus ouest et du talus sud-est
Phase 5 (2036 à 2041)	Approfondissement du carreau à la cote 460 m NGF	Remise en état coordonné des talus ouest, nord-est et est
Phase 6 (2041 à 2046)	Approfondissement du carreau à la cote 445 m NGF	Remise en état des fronts résiduels et du carreau

Article 19 : Déboisement-Défrichage et Décapage des terrains

Le décapage des terrains est réalisé progressivement, en accord avec le plan de phasage.

Pour les parcelles 477, 478, 645 pp et 1488, l'exploitant doit obtenir une autorisation de défrichage, préalablement à toute exploitation.

Les matériaux de découverte sont utilisés prioritairement pour les opérations de réaménagement.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambrosie...) de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.

Les merlons de terres végétales, ainsi que les merlons de stériles sont disposés soit sur les bandes périphériques de 10 mètres, soit sur des zones non exploitables, soit en fond de fouille ou bien immédiatement remobilisés pour le réaménagement à l'avancement.

Prioritairement, les terres végétales et stériles sont utilisés en premier lieu, pour la constitution de merlons paysagers sur les secteurs exploités exposés à la vue depuis les sentiers et voies environnantes, puis remobilisés pour le réaménagement à l'avancement, et en dernier lieu stockés

sous forme de merlons.

Article 20 : Limite des excavations

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 21 : Modalités d'exploitation

L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes :

Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres.

En cours d'extraction, la pente des gradins est adaptée de manière à assurer en toute circonstance la stabilité des terrains.

Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale de 10 mètres. En fin d'exploitation, ces banquettes peuvent être ramenées à une largeur de 5 mètres.

Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 445 m NGF.

Article 22 : Période de fonctionnement

Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation est prévu de 7h à 19h, en dehors des dimanches et jours fériés.

TITRE IV – REMISE EN ETAT

Article 23 : MODALITES DE REMISE EN ETAT

L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande (étude d'impact et étude paysagère du dossier de demande) et au plan de remise en état annexé au présent arrêté (Profils de principe, Principes de végétalisation, Principes de remodelage et Plan de l'état final).

La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et doit être terminée au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation.

La remise en état vise à restituer un milieu à vocation écologique et pédagogique.

Elle inclut également, le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritux divers, la suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou à des installations annexes, le curage des bassins de décantation, la mise en sécurité de l'ensemble du site.

Les fronts résiduels font l'objet de purges pour assurer la sécurité à long terme.

Aucun remblayage avec des matériaux extérieurs au site n'est autorisé.

Article 24 : Remise en état non conforme

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'environnement.

Article 25 : Cessation d'activité partielle et définitive

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation, ou de secteurs d'exploitation (cessation d'activité partielle), l'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité six mois à l'avance. Il est joint à la notification un dossier comprenant un plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et comporte notamment :

- les mesures prises pour l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que les déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitation d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendies et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement (mesures sur les eaux souterraines ; etc.)
- un plan topographique de la carrière et un descriptif de la remise en état réalisée ;
- si remise en état agricole : l'état des lieux contradictoire de la remise en état agricole, avec les résultats de l'expertise agronomique en fin de remise en état ;

– un rapport de travaux précisant les références des ouvrages souterrains (forage, ouvrages de suivi des eaux souterraines) comblés, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de ces ouvrages, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance des ouvrages.

– les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

– les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

– le cas échéant, la surveillance à exercer ;

– les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnés, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS, DES NUISANCES ET DES RISQUES

Article 26 : Dispositions générales – Organisation de l'établissement

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site, fonctionnant en circuit fermé.

Article 27 : Prélèvements, analyses et contrôles

A la demande du service chargé de l'inspection des installations classées, il devra être procédé à des mesures physico-chimiques ou physiques des rejets liquides et atmosphériques, des émissions de bruits ou de vibrations ainsi que, en tant que de besoin, à une analyse des déchets et à une évaluation des niveaux de pollution dans l'environnement de l'établissement.

Dans ces conditions, les mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Sauf impossibilité technique dûment justifiée ou mention contraire précisée dans le présent arrêté, les analyses sont pratiquées selon les normes de référence prévues par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE ou par tout texte ultérieur s'y substituant.

Ces prélèvements, contrôles, analyses et expertises doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Les frais de prélèvements et d'analyses sont supportés par l'exploitant qui est tenu informé des résultats d'analyses.

Article 28 : Préservation du patrimoine archéologique

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique. Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 3 juin 2004, pris pour l'application de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions.

L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la réalisation des extractions dans les zones nouvellement autorisées à l'exploitation par le présent arrêté.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Mairie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

Article 29 : Pollution des sols et des eaux

29.1 - Prévention des pollutions accidentelles

Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un débourbeur-séparateur à hydrocarbures.

Les eaux ainsi traitées sont dirigées vers un réseau d'épandage.

Le débourbeur-séparateur à hydrocarbures doit faire l'objet d'un entretien régulier.

En cas d'intervention exceptionnelle sur les engins dans le site d'excavation, des bacs de rétention mobiles de capacité suffisante sont mis en place.

Le ravitaillement des engins de chantiers sur chenilles est réalisé à partir d'un engin ravitailleur équipé d'un pistolet anti-débordement et au-dessus d'un bac de rétention mobile.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Lors d'un stockage en extérieur, des dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau de pluie ne puisse s'accumuler et rendre inefficace la rétention.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épandement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. Il forme ses personnels à la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement.

Un kit de dépollution d'une forte capacité d'absorption (200 à 400 litres) est présent dans l'atelier.

Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

29.2- Prélèvement d'eau

Les besoins en eau pour l'activité sont couverts par des apports en eau de ruissellement collectées dans le bassin de décantation en fond de fouille.

Des appoints d'eau peuvent être effectués à partir d'un pompage au droit des parcelles 603-615 autorisé par arrêté préfectoral du 15 janvier 1985.

L'exploitant fait réaliser, par un organisme compétent, une étude hydraulique et hydrologique, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Cette étude a pour objectif de déterminer les incidences de l'ouvrage susvisé sur les conditions d'écoulements du ruisseau le Monclaret, et de définir, le cas échéant, les conditions nécessaires à la préservation du ruisseau.

29.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel

29.3.1 – Eaux pluviales

Un réseau de fossé est créé en limite du site, dans la bande de 10 mètres inexploitée.

Les eaux de ruissellement collectées sur la carrière sont récupérées au point bas dans un bassin de décantation permettant leur stockage et leur utilisation pour les besoins de l'activité.

Un deuxième bassin de 120 m³ est créé au niveau de la nouvelle plate-forme des installations techniques.

Sauf circonstances exceptionnelles, il n'y a aucun rejet au milieu naturel.

Les eaux canalisées en sortie du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30°C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,

- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/L.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l .

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

29.3.2 Eaux de procédés des installations

L'activité ne génère pas d'eaux de procédés.

29.3.3 Eaux usées

Les eaux usées domestiques provenant des installations annexes doivent être évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Article 30 : Pollution atmosphérique – Poussières

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole et à la bonne conservation des sites.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

30.1 - Maîtrise des émissions de poussières

Tous les postes ou parties d'installations émettant des poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites, sont pourvus de moyen de traitement efficace de ces émissions.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions de poussières sont captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, ou combattue à la source par capotage ou aspersion (pulvérisation d'eau) des points d'émission ou par tout procédé d'efficacité équivalent.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met notamment en œuvre les mesures suivantes :

- stabilisation ou enrobage des pistes,
- arrosage des pistes et des zones non enherbées (zones d'exploitation) lorsque les conditions météorologiques l'imposent, et selon une consigne préalablement établie,

- stabilisation par arrosage, ou stockage dans des dispositifs de type silo, des produits les plus fins, et des stocks de granulats le nécessitant,
- micropulvérisation, ou aspiration-dépoussiérage, ou capotage, aux points de l'installation de traitement les plus sensibles (sorties broyeurs, points de jetée),
- restriction de la hauteur de jetée au strict minimum pour les points de jetée des convoyeurs,
- limitation de la vitesse des poids-lourds et engins de carrière conformément aux consignes d'exploitation,
- Mise à disposition d'une aire de bâchage des véhicules en sortie du site.

La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter des accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours. Notamment les installations doivent être maintenues propres et régulièrement nettoyées de manière à éviter les amas de poussières. Une consigne définit les modalités de ces opérations.

Si les mesures prévues aux points précédents s'avèrent insuffisantes pour protéger l'environnement lors de conditions météorologiques exceptionnelles, les installations en cause sont stoppées.

Tout traitement de produits renfermant des poussières irritantes ou inflammables est interdit.

Toutes opérations et toutes manipulations sont effectuées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la dispersion de poussières.

30.2 - MESURES DE RETOMBÉES

Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.

Les mesures de retombées de poussières sont effectuées en période sèche, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les prélèvements et mesures sont effectués selon les normes en vigueur.

Une première campagne de mesures est effectuée dans l'année suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Des campagnes de mesures de retombées de poussières seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, tous les 3 ans.

En fonction des résultats obtenus lors des campagnes de mesures de retombées de poussières dans l'environnement, le nombre, l'emplacement des points de mesure et la fréquence des mesures pourront être revus en accord avec l'inspection des installations classées.

Article 31 : Incendies et explosion

Une voie engin desservant l'ensemble des installations du site doit être maintenue dégagée et stable pour permettre la circulation des engins de secours.

L'ensemble des moyens de secours présents sur le site devra être conforme aux textes réglementaires en vigueur et adapté aux risques présentés par le site. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Notamment, chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur.

Article 32 : Bruits et vibrations :

32.1 - Bruits

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Pour des raisons techniques (maintenance, réparation des installations) ou économiques (commande supplémentaire), l'exploitant pourra faire une demande, à titre exceptionnel, d'un fonctionnement de l'activité de la carrière et des installations de traitement en dehors des plages d'ouverture précitées. Cette demande devra être soumise pour approbation à l'inspection des installations classées et le seuil des niveaux de bruit devra respecter les valeurs réglementaires fixées.

Des solutions techniques sont recherchées pour réduire autant que possible le bruit à la source (grille en polyuréthane sur les cribles, bandes caoutchoutées amortissant les chutes des matériaux dans les silos et trémies...).

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objets du présent arrêté.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Les niveaux de bruit à respecter en limites du site sont de 70 dB(A) pour la période de jour (7h à 22h sauf dimanche et jours fériés), et de 60 dB(A) pour la période de nuit (22h à 7h incluant les dimanches et jours fériés), sauf si les mesures font apparaître un bruit résiduel supérieur à ces valeurs.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et reportées dans le dossier de demande d'autorisation en date du 23 décembre 2011.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	JOUR période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	NUIT période allant de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsque l'installation est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A « court » $L_{Aeq,T}$. L'évaluation de ce niveau de pression acoustique incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Le choix de l'organisme chargé des mesures et de l'emplacement des points de mesure seront soumis à l'inspecteur des installations classées.

Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, en cas de modification significative concernant les installations (remplacement de certains éléments de l'installation de traitement, modification de l'emplacement...) et au minimum, tous les 3 ans.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

32.2 - VIBRATIONS

Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. Le matériel utilisé doit permettre de limiter les effets des tirs (détonateurs micro-retards).

L'exploitant définit des plans de tirs adaptés.

Les tirs de mines sont interdits en période nocturne.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Les tirs de mine ne doivent pas générer un niveau de pression acoustique de crête supérieur à 125 décibels linéaires.

Le respect des valeurs limite ci-dessus est vérifié dans un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté par un organisme indépendant et compétent.

Le choix de l'organisme chargé des mesures et de l'emplacement des points de mesure sera soumis à l'inspecteur des installations classées.

Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, tous les 3 ans.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

32.3 - AUTRES VIBRATIONS

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 33 : Transport des matériaux :

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (plan de circulation affiché a minima à l'entrée).

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

Article 34 : Déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Est un déchet, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant organise en particulier la collecte sélective des déchets tels que produits de vidanges, pneumatiques usagés, papiers, cartons, bois, plastiques ; cette liste non limitative étant susceptible d'être complétée en tant que de besoin. Dans l'attente de leur évacuation, ces déchets sont conservés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque le réemploi est possible.

Article 35 : Hygiène et sécurité

Les installations sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an. Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais.

La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations.

L'interdiction de fumer est affichée à proximité des stocks de liquide inflammable.

Les moyens de secours sont signalés, leur accès dégagé en permanence, ils sont entretenus en bon état de fonctionnement.

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Celui-ci est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.

L'exploitant établit les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinction, évacuation,...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Des consignes générales de sécurité écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.

Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à des emplacements judicieux.

Les numéros d'appels des services de secours les plus proches sont affichés.

Le personnel travaillant sur site doit disposer d'un moyen de communication adapté.

TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 36 : Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 37 : Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 38 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 39 : Délais et voies de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service;

2° par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 40 : Droit des tiers

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

Article 41 : Suivi de l'exploitation et du réaménagement

Au moins une fois par an, en liaison avec la municipalité de SAINT GEORGES HAUTE VILLE, l'exploitant organisera une réunion ayant pour objet le suivi de l'exploitation et de la remise en état. A cette occasion, il communiquera les résultats des contrôles et mesures effectués dans le cadre du présent arrêté.

Il tiendra, en tant que de besoin, informée l'administration des remarques formulées par les participants à cette réunion convoquée à son initiative.

Article 42 : Sanctions

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le Code de l'Environnement ou celles prévues par le Code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du Code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

Article 43: Publication de l'autorisation

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché en mairie de Saint Georges Haute Ville pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place ou à la Sous-Préfecture de Montbrison le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins de la Préfecture, dans deux journaux diffusés dans tout le département, aux frais du pétitionnaire

Article 44: Lois et règlements

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

Article 45: Respect des textes et des prescriptions

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, livre V, titre 1er.

Article 46: Autres autorisations

Le présent arrêté ne préjuge en rien des autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement des activités susvisées.



25/28

Article 47: Exécution

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de Saint Georges Haute Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Etienne, le **20 SEP. 2016**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- Monsieur le Président de la société THOMAS GRANULATS, 11 boulevard Jean Jaurès 42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON
- Monsieur le maire de Saint Georges Haute Ville
- Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison
- Madame et Messieurs les maires des communes de St Romain le Puy, Boisset St Priest, Soleymieux, Margerie-Chantagret, Lavieu, Lezigneux, St Thomas la Garde et Sury-le-Comtal
- L'Inspection des installations classées, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, unité territoriale de la Loire/Haute Loire
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- M. Bernard ZABINSKI, commissaire enquêteur, 8 chemin des Prunelles 42170 ST JUST ST RAMBERT
- Archives
- Chrono

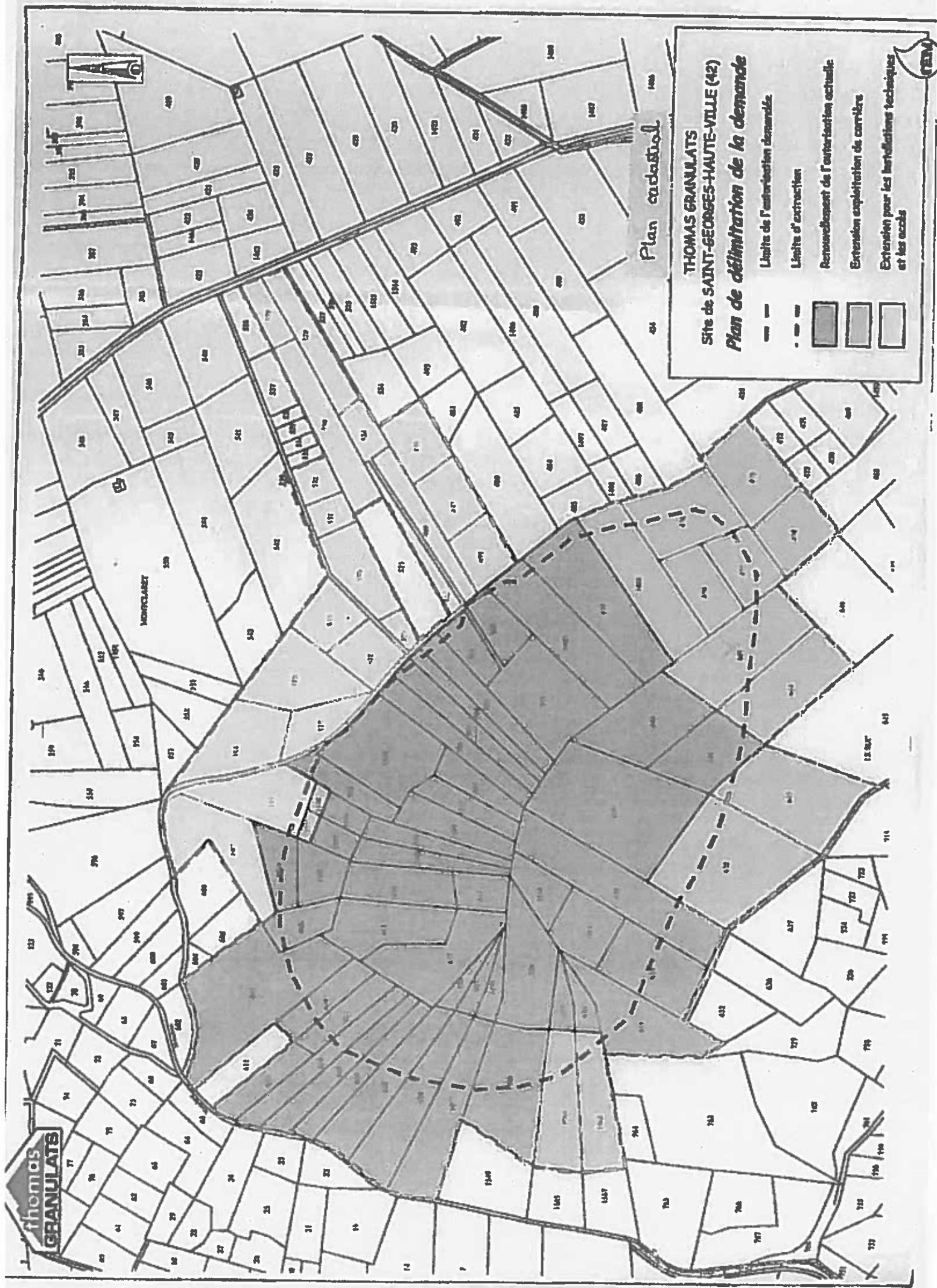
Annexe
Liste des parcelles cadastrales

N° DE PARCELLES (SECTION B)	SUPERFICIE (M²)	LIEU-DIT
Renouvellement		
479	5746	Monclaret
500	1419	
501	4471	
502	1300	
503	2550	
504	1250	
505	2225	
506	2225	
507	1605	
509	2187	
510	1607	
512	1847	
603	8520	
608	1500	
610	2765	
611	1295	
612	4185	
613	3120	
614	1675	
616	1625	
617	1630	
618	2250	
619	2250	
620	2175	
621	3400	
622	740	
623	684	
624	4123	
626	4005	
627	775	
630	775	
1469	1607	
1476	684	
1477	4123	
1487	4920	
1516	4916	

1517	1492	
1548	5031	
1554	1625	
1555	1615	
1557	827	
1559	798	
631	4275	Le Suc
633	3865	
635	6210	
639	8890	
640	4560	
641	3170	
1510	1510	
1511	2330	
Total	138 372	

N° DE PARCELLES (SECTION E)	SUPERFACIE (M²)	LIEU-DIT
Extension CARRIERE		
474	2730	Monclaret
475	3650	
476	4015	
477	2405	
478	2484	
638	7840	
644	4625	
1488	4830	
1556	278	
1558	307	
1566	3179	
1568	3172	
645	5335	Le Suc
642	5900	
Total	50750	

N° DE PARCELLES (SECTION B)	SUPERFICIE (M²)	LIEU-DIT
Extension (Installations techniques et accès)		
496	2075	Monclaret
497	2280	
498	2000	
499	2100	
513	3400	
514	3876	
515	1650	
516	3877	
517	1939	
518	1938	
519	525	
520	2590	
522	1120	
523	1500	
528	2860	
529	1235	
530	3600	
531	1035	
532	1035	
539 pp	310	
607	4480	
Chemin communal	1280	
Total	46 705	



Plan industriel

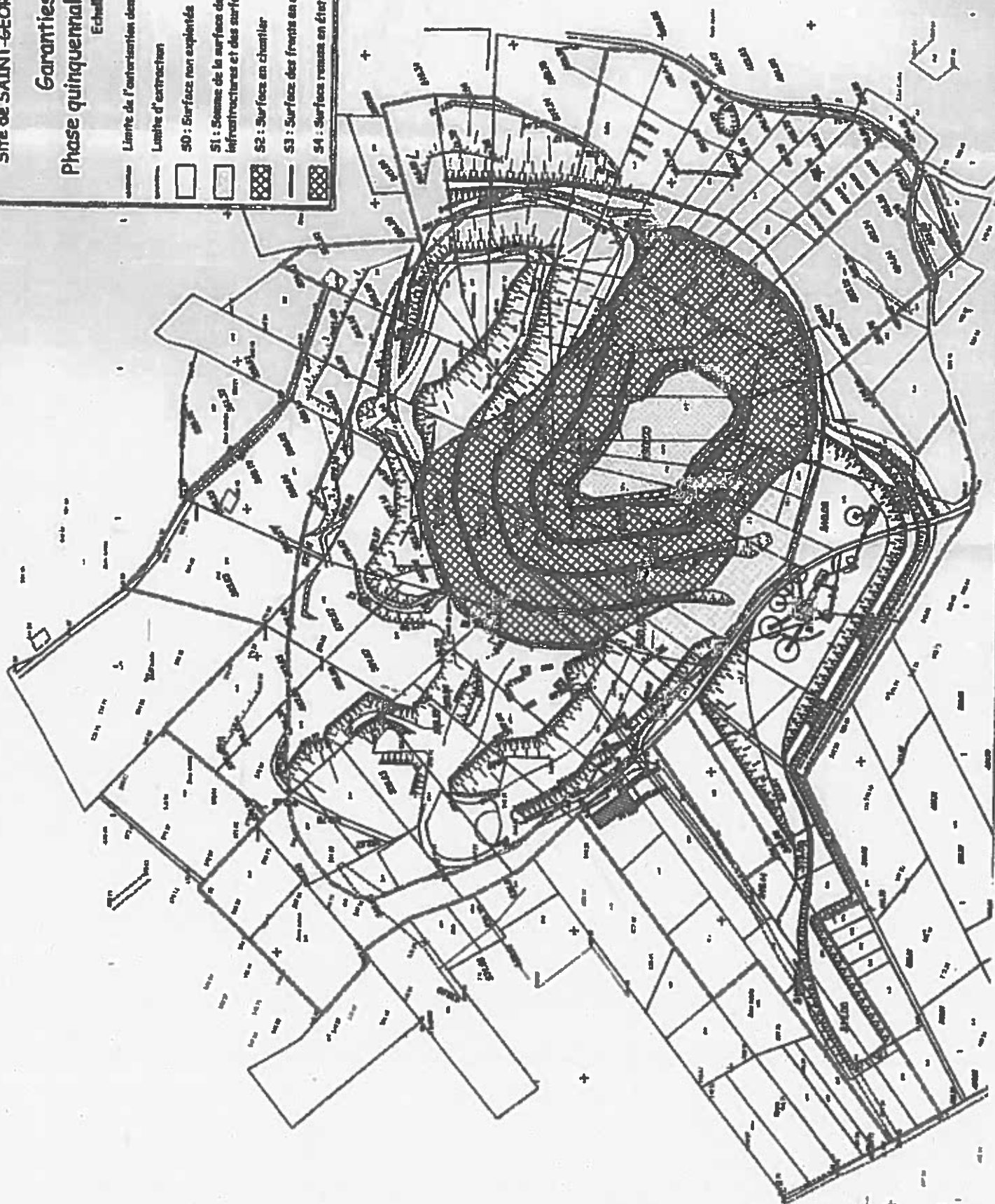
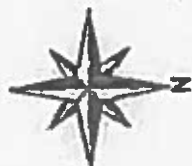
THOMAS GRANULATS
Site de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (42)
Plan de délimitation de la demande

- Limite de l'autorisation demandée
- - - Limite d'extension
- Remplacement de l'autorisation actuelle
- Extension exploitation de carrières
- Extension pour les installations techniques et les accès

THOMAS GRANULATS
Site de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (42)

Garanties financières
Phase quinquennale n°1 - (de 0 à 5 ans)
Echelle : 1/2500

- Limite de l'autorisation demandée
----- Limite d'exploitation
□ S0 : Surface non exploitée
□ S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
▨ S2 : Surface en chantier
▨ S3 : Surface des fronts en exploitation
▨ S4 : Surfaces remises en état

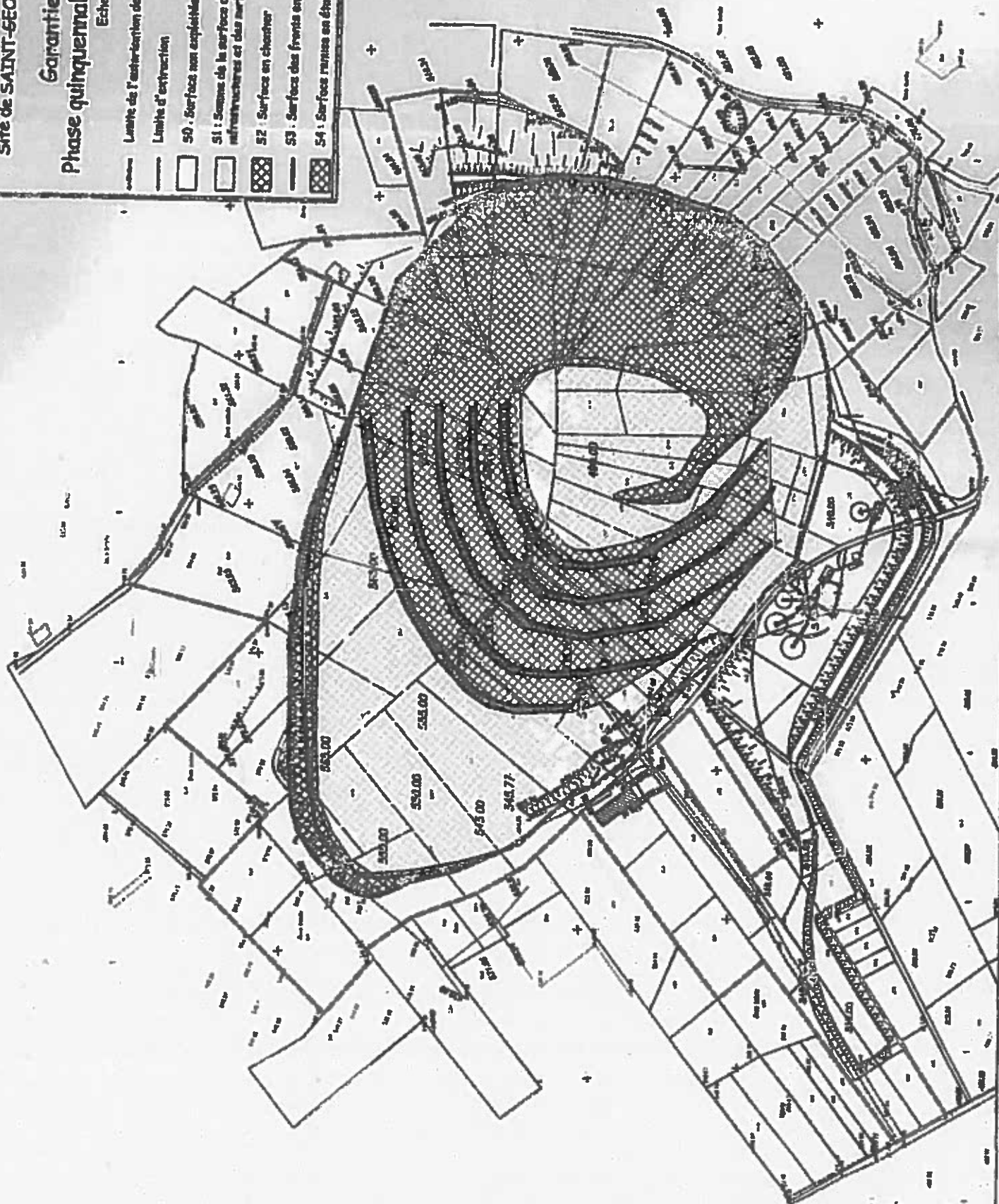


THOMAS GRANULATS
Site de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (42)

Garanties financières
Phase quinquennale n°2 - (de 5 à 10 ans)

Echelle : 1/25000

- Limite de l'exploitation démantée
- Limite d'exploitation
- S0 : Surface non exploitée
- S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- ▨ S2 : Surface en chantier
- ▨ S3 : Surface des fronts en exploitation
- ▨ S4 : Surface mises en état



THOMAS GRANULATS

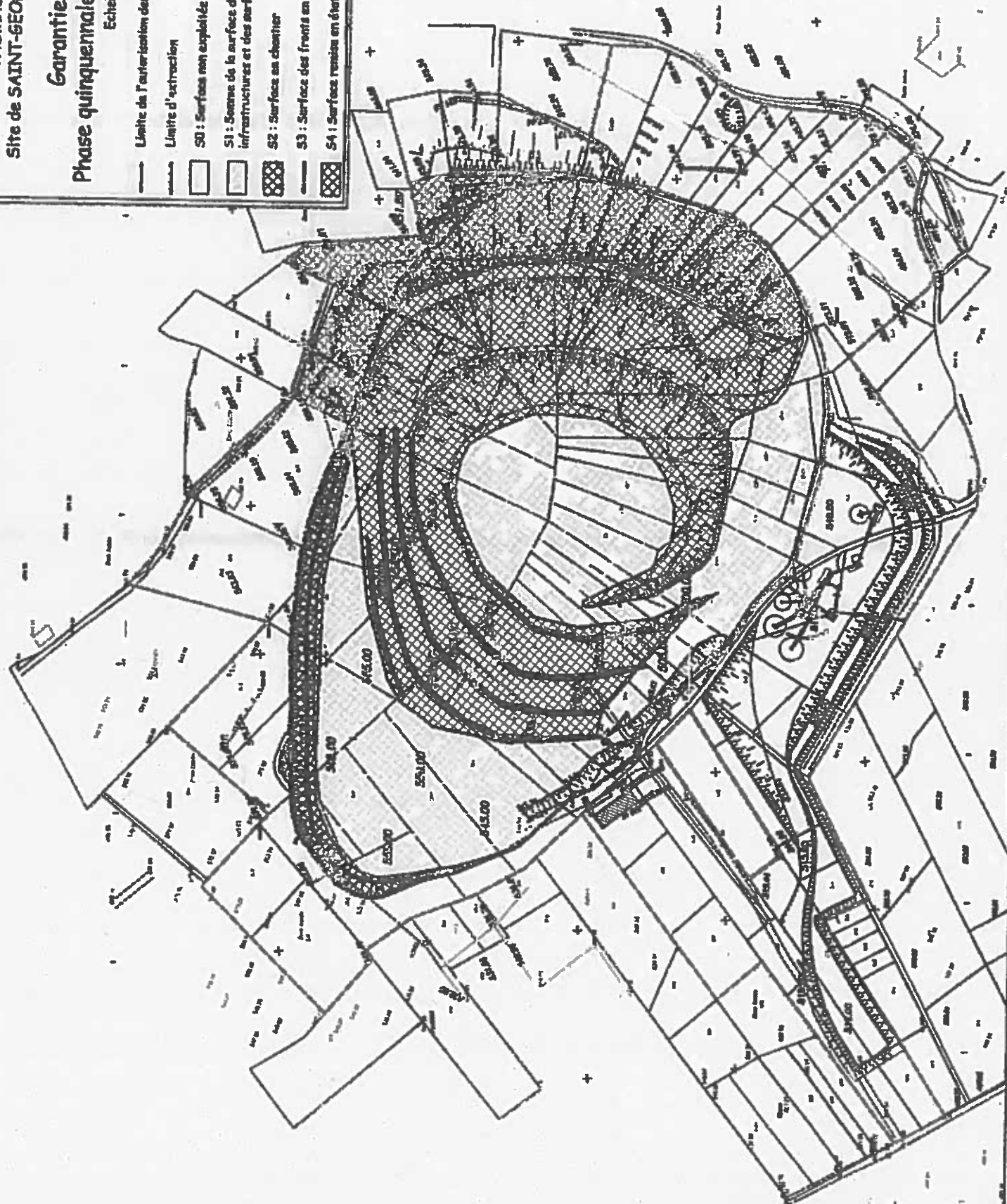
Site de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (42)

Garanties financières

Phase quinquennale n°3 - (de 10 à 15 ans)

Echelle : 1/25000

- Limite de l'autorisation demandée
- Limite d'exploitation
- S0 : Surface non exploitée
- ▨ S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- ▩ S2 : Surface en chantier
- ▨ S3 : Surface des fronts en exploitation
- ▩ S4 : Surface remise en état



THOMAS GRANULATS

Garanties financières

Edizione: 1/2000

Limite de l'autorisation demandée

Laufte d'extraction

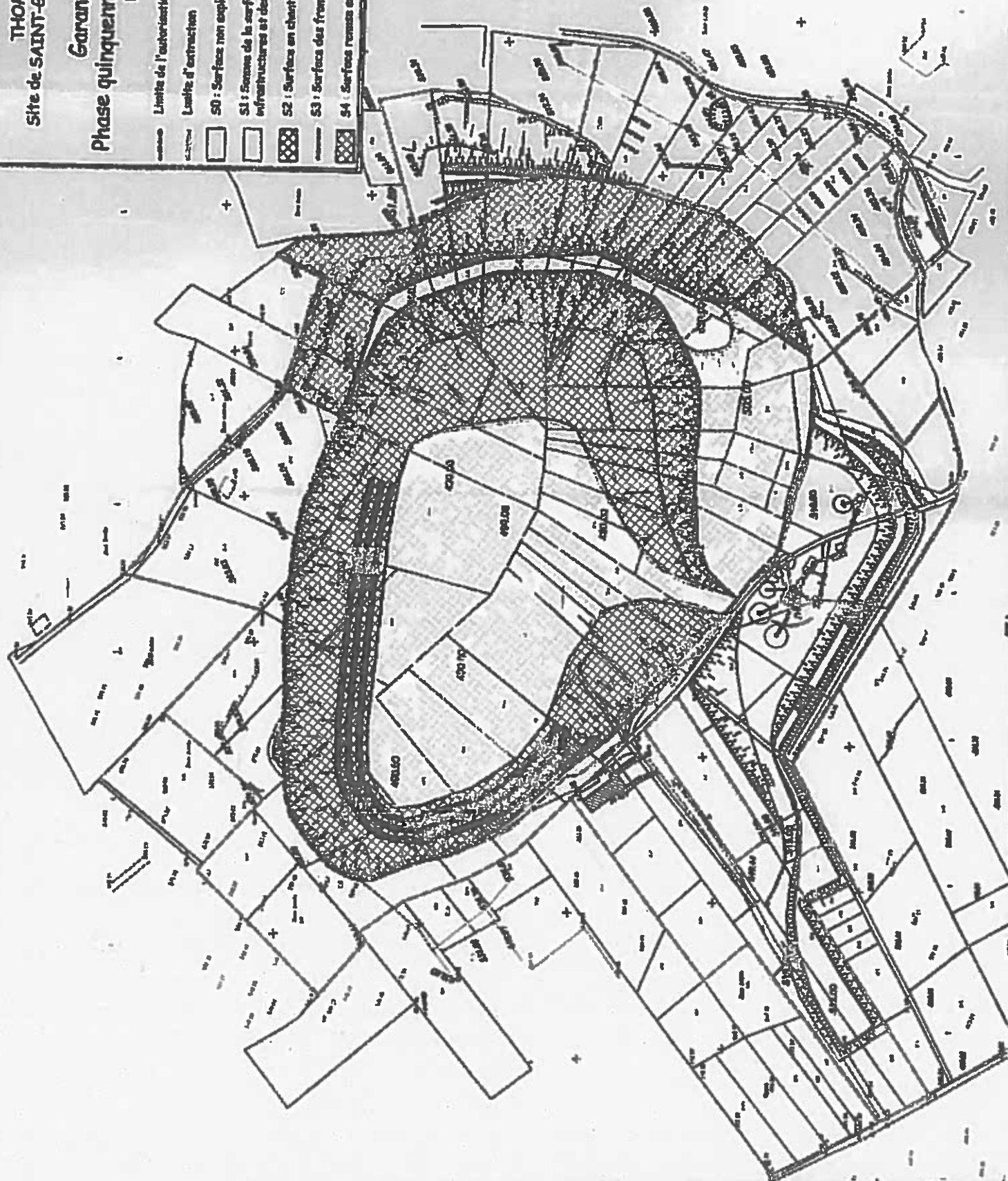
50: Surface non explicita

S1 : Sonnerie de la surface de l'explosion des infrastructures et des surfaces défrichées

S2 : Surface en chertier

S3: Surface des fronts en exploitation

54 Surface textures on flat



THOMAS GRANULATS

Site de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (42)

Garanties financières

Phase quinquennale n°5 - (de 20 à 25 ans)

Echelle: 1/2800

Leitende der Fakultäten der Medizin

Liante d'extraction

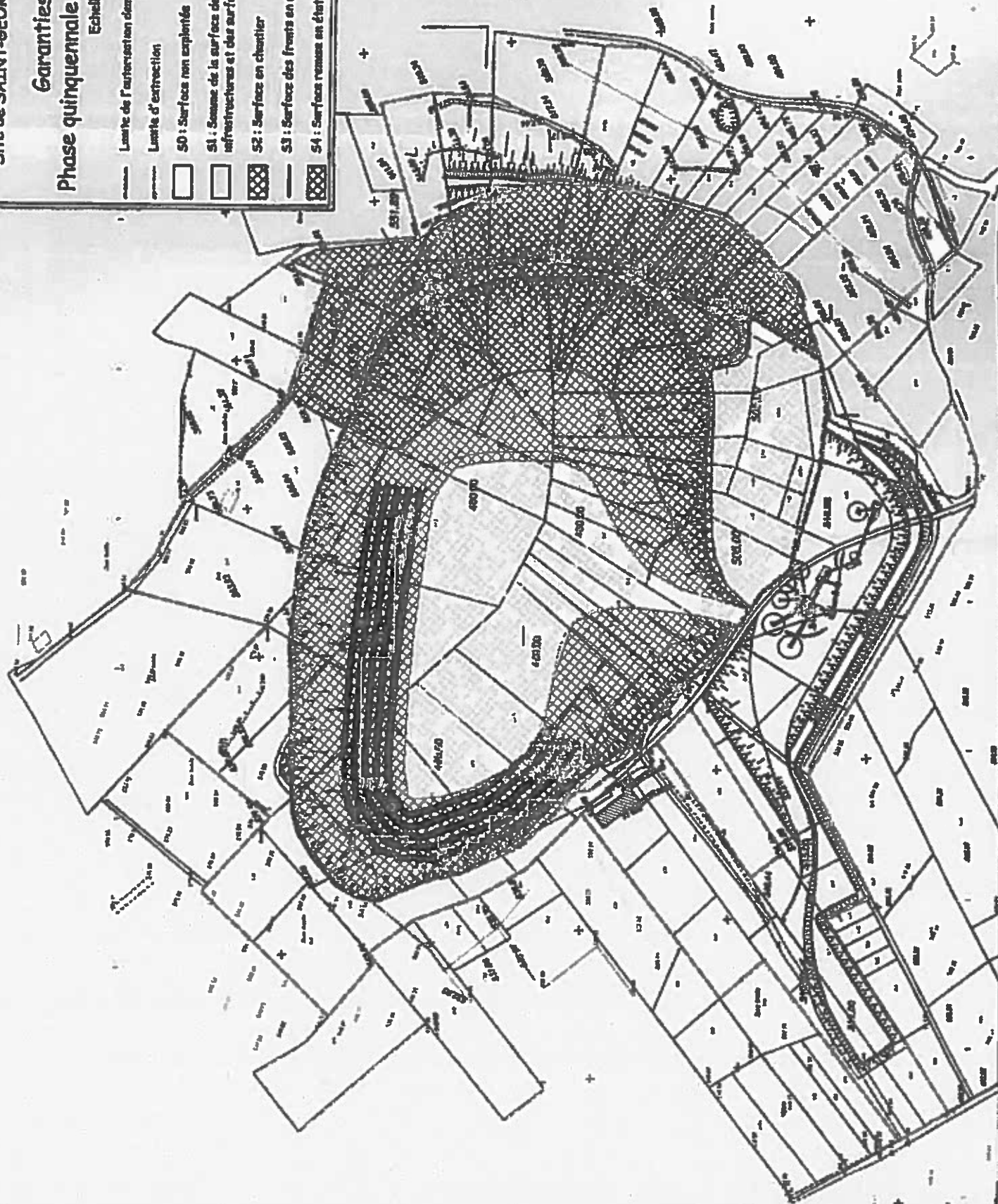
50: Surface non exploitée

S1 : Somme de la surface de l'exposé des infrastructures et des surfaces défrichées

52: Surface en chantier

SS: Surface des fronts en exploration

54: Surface rendered on dirt

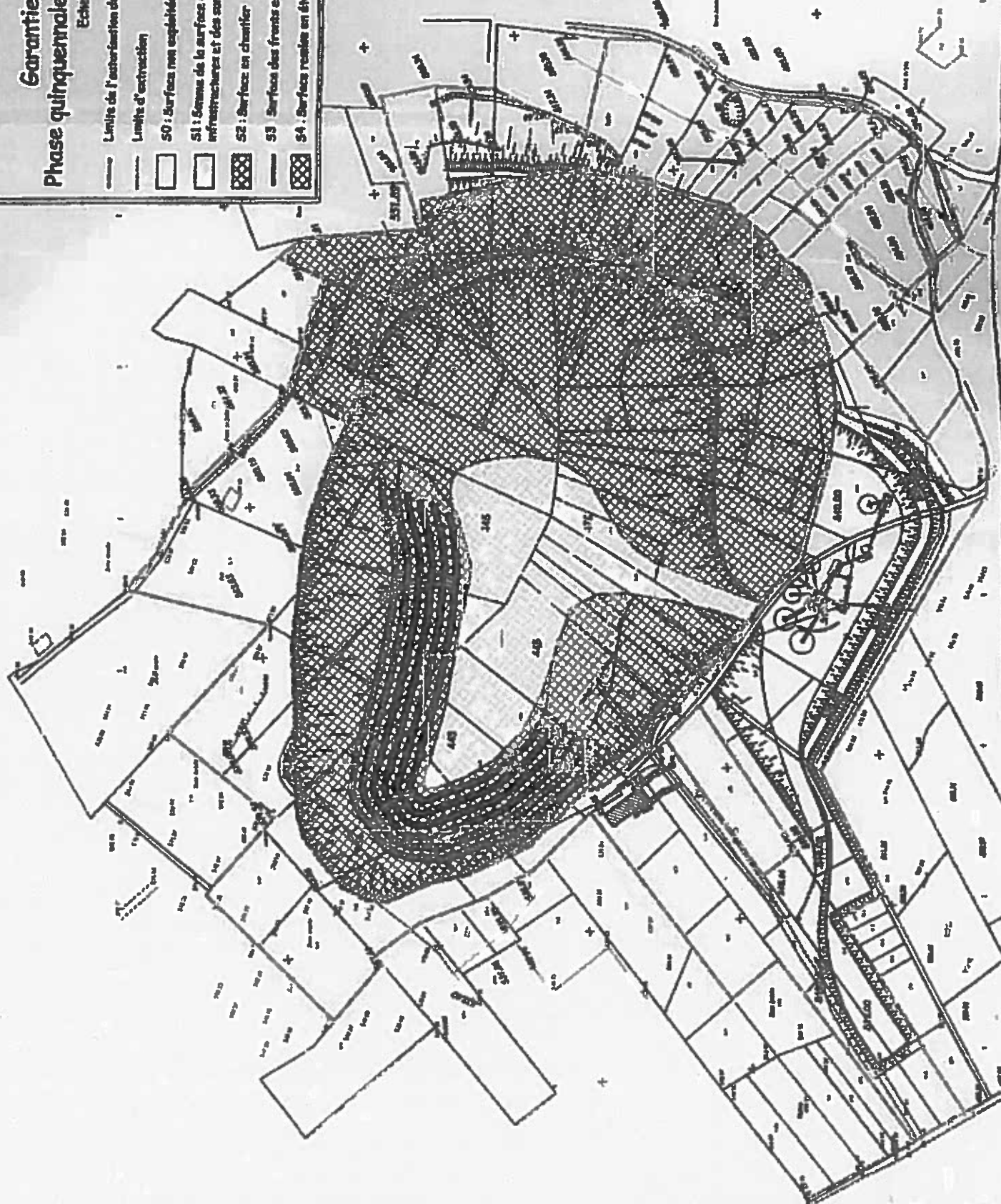
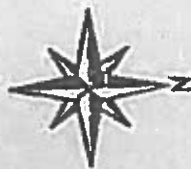


THOMAS GRANULATS
Site de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (42)

Garanties financières
Phase quinquennale n°6 - (de 25 à 30 ans)

Echelle : 1/2000

- Limite de l'autorisation domaniale
- Limite d'exploitation
- S0 : Surface non exploitée
- S1 : Surface de la surface de l'exploitation des infrastructures et des surfaces défrichées
- ▨ S2 : Surface en chantier
- ▨ S3 : Surface des frons en exploitation
- ▨ S4 : Surface résiduelle en défrichement



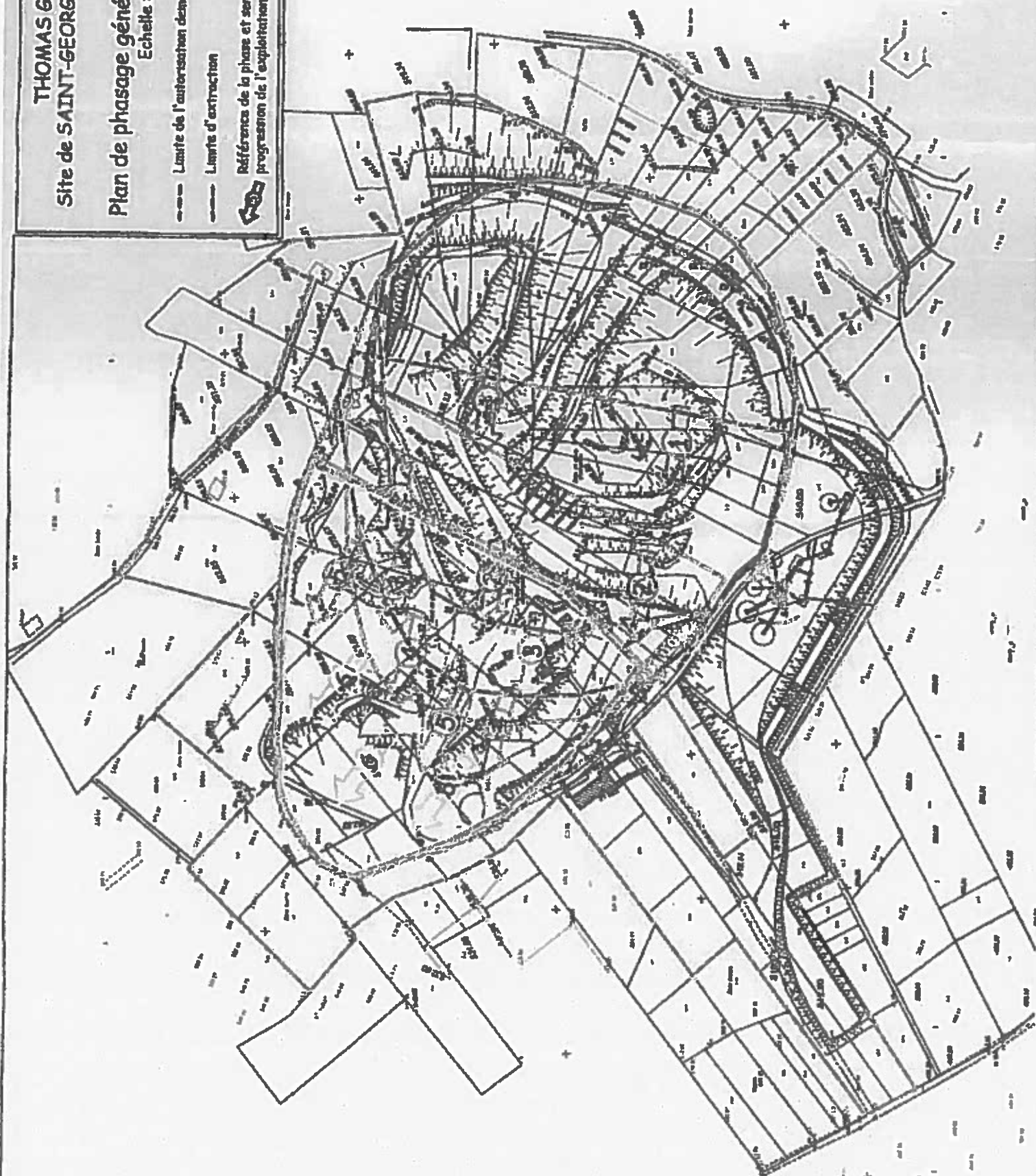
THOMAS GRANULATS
Site de SAINT-GEORGES-HAUTE-VILLE (42)

Plan de phasage général de l'exploitation
Echelle : 1/2500

--- Limite de l'autorisation demandée

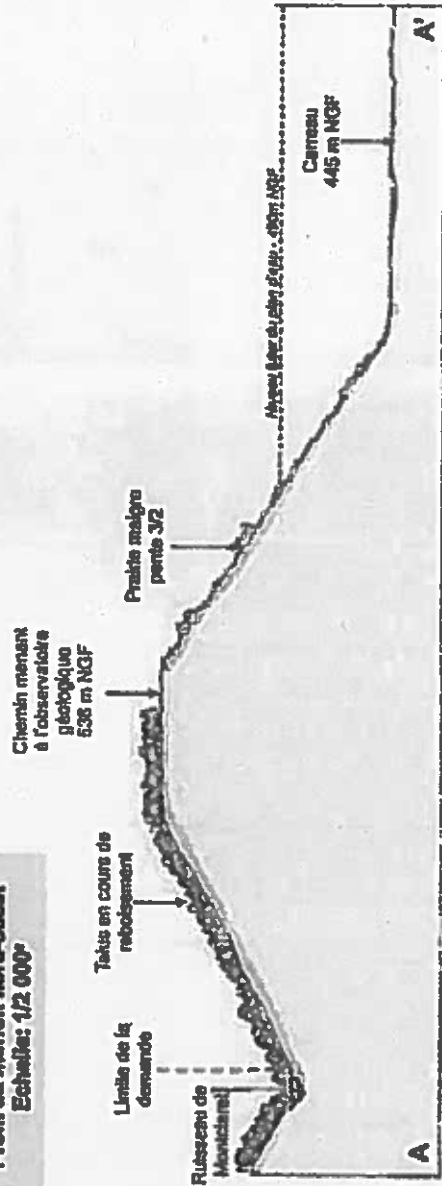
--- Limite d'exploitation

Références de la phase et sens de
progression de l'exploitation

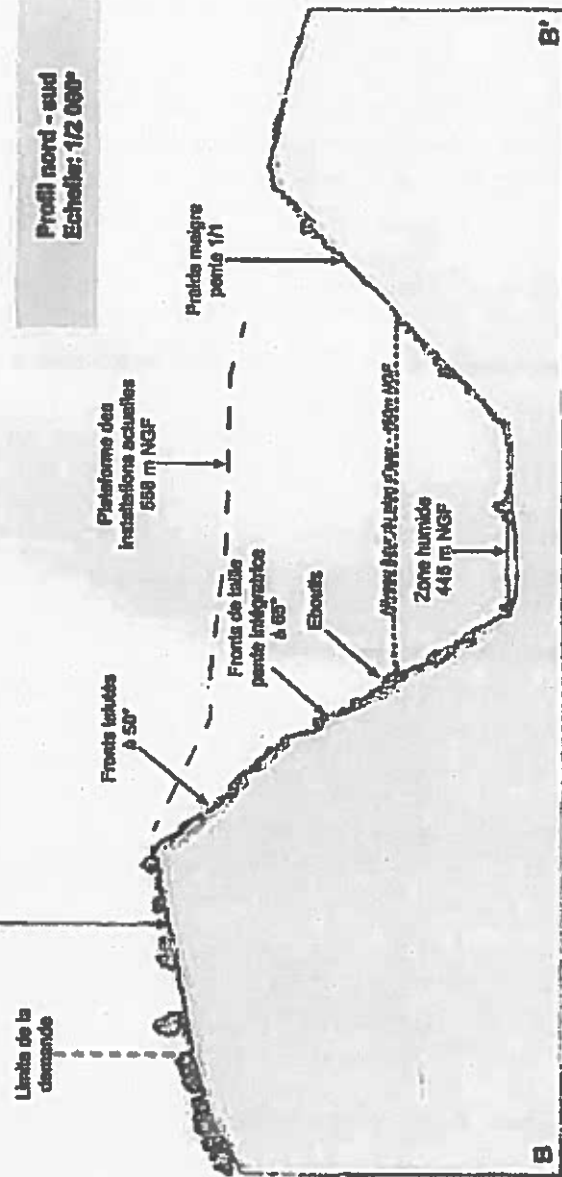




Profil du marion nord-ouest
Echelle: 1/2 000'



Profil nord - sud
Echelle: 1/2 000'



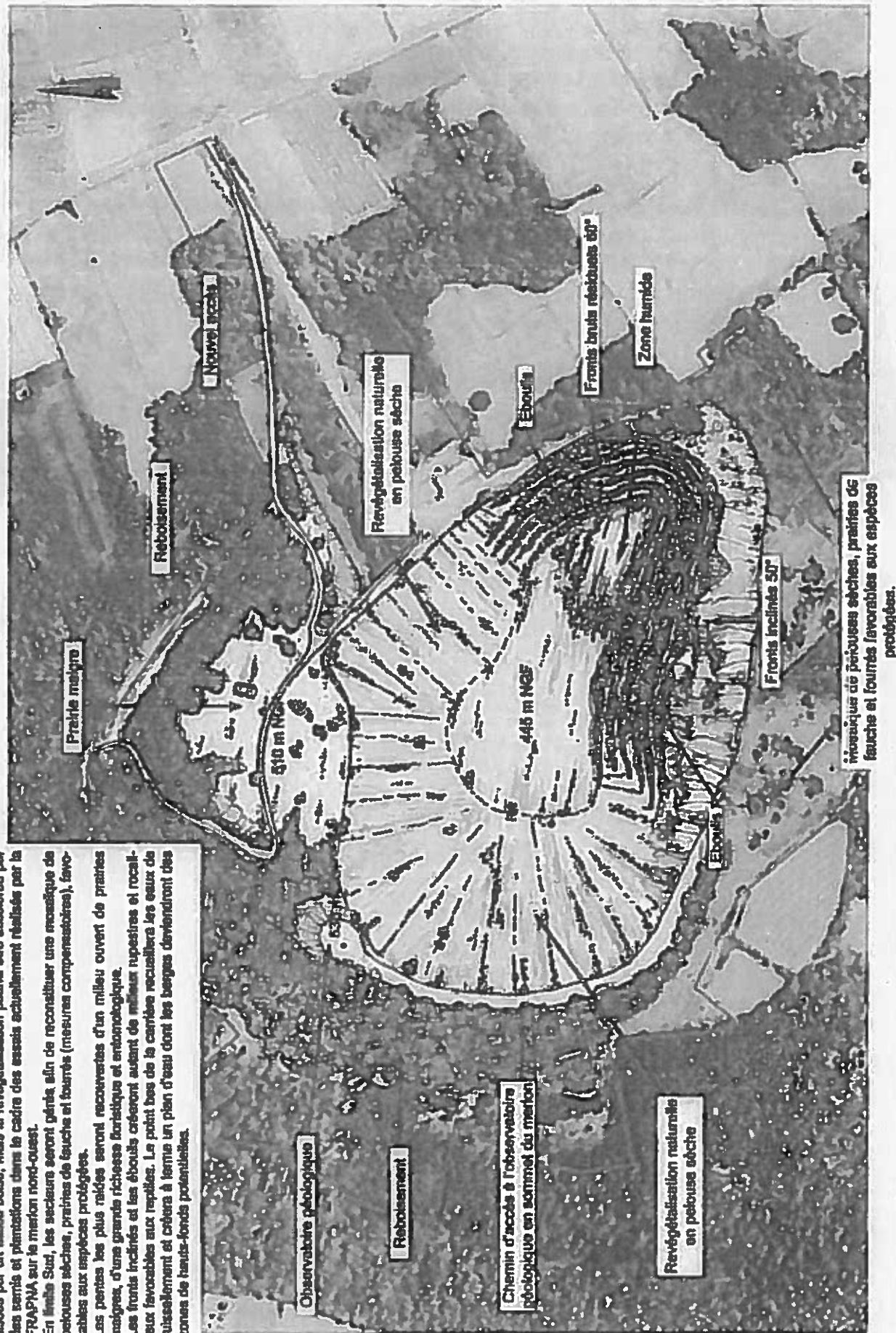
Principes de végétalisation à l'état final - Echelle 1/2 500

Différents types de milieux seront recréés sur le site afin de maximiser sa richesse écologique. Les pentes les plus douces seront naturellement recolonisées par un milieu boisé, mais la revégétalisation pourra être accélérée par des semis et plantations dans le cadre des essais actuellement réalisés par la FRAPNA sur le marion nord-ouest.

En limite Sud, les secteurs seront gérés afin de reconstituer une mosaïque de pelouses sèches, prairies de fauche et fourrés (mesures compensatoires), favorables aux espèces protégées.

Les pentes les plus raides seront recouvertes d'un milieu ouvert de prairies maigres, d'une grande richesse floristique et entomologique.

Les fronts inclinés et les éboulis créeront autant de milieux rupestres et rocaux favorables aux reptiles. Le point bas de la carrière recueillera les eaux de ruissellement et créera à terme un plan d'eau dont les berges deviendront des zones de haute-fonds potentielles.



Principes de remodelage à l'état final - Echelle 1/2 500

Le talutage à 50° des fronts supérieurs sud permettra d'adoucir la transition entre le terrain naturel et la fosse d'extraction de la carrière et sera favorable à une implantation naturelle de végétation rupestre dans les anfractuosités.

Le versant extérieur de la paroi rehaussée du marion ouest sera créé en pente suffisamment douce afin de favoriser un bon reboisement qui jouera le rôle d'écran depuis les axes nord-ouest et ouest.

